

Le Canada au Conseil de sécurité de l'ONU

Le Canada retourne au Conseil de sécurité de l'ONU après dix ans d'absence, à la suite de son élection en octobre 1988 à titre de membre non permanent pour la période 1989-1990.

Depuis la fondation des Nations Unies, le Canada a été membre du Conseil de sécurité à quatre reprises (1948-1949, 1958-1959, 1967-1968 et 1977-1978). Sa participation au Conseil est considérée comme une obligation importante et la preuve concrète de son engagement à l'égard de la promotion de la paix et de la sécurité internationale. ■



Tour de la paix — le Parlement canadien

Participation des forces armées canadiennes aux forces internationales de maintien de la paix et aux missions d'observation — de 1947 à nos jours

Opération	Endroit	Dates	Effectif maximum	Effectif actuel
Commandement des Nations Unies en Corée (UNCK)	Corée	1950-1954	8 000	—
Force d'urgence des Nations Unies (FONU I)	Égypte	1956-1967	1 007	—
Opération des Nations Unies au Congo (ONUC)	Congo	1960-1963	421	—
Autorité exécutive temporaire des Nations Unies (UNTEA)	Nouvelle-Guinée occidentale (à présent Irian occidental)	1962-1963	13	—
Force des Nations Unies à Chypre (UNFICYP)	Chypre	1964-	1 126	580
Force d'urgence des Nations Unies (FONU II)	Égypte (Sinaï)	1973-1979	1 145	—
Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD)	Israël/Syrie (Hauteurs du Golan)	1974-	220	225
Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL)	Liban	1978 (avr.-sept.)	117	—
Commission temporaire des Nations Unies pour la Corée (UNTCOK)	Corée	1947-1948	Non connu	—
Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan (UNMOGIP)	Cachemire	1949-1979	27	—
Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST)	Égypte Israël Jordanie Liban Syrie	1954-	20	22
Commission militaire du commandement des Nations Unies pour l'armistice (UNCMAC)	Corée	1953-	2	1
Groupe d'observation des Nations Unies au Liban (UNOGIL)	Liban	1958-1959	77	—
Mission d'observation des Nations Unies au Yémen (UNYOM)	Yémen	1963-1964	36	—
Missions d'observation des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan (UNIPOM)	Frontière indo-pakistanaise	1965-1966	112	—
Commission internationale de surveillance et de contrôle (CICS)	Cambodge-Laos-Vietnam	1954-1974	133	—
Commission internationale de contrôle et de surveillance (CICS)	Vietnam du Sud	1973	248	—
Équipe d'observation au Nigeria (OTN)	Nigeria	1968-1969	2	—
Force multinationale et observateurs (FMO)	Sinaï	1981	140	140
Depuis, le Canada a aussi participé aux opérations des Nations Unies en Afghanistan et à la frontière irano-iraquienne.				

Le Canada et l'Afrique

AFFAIRES PARLEMENTAIRES

Dissolution du Parlement — Élections le 21 novembre 1988

Le 2 octobre 1988, le premier ministre, le très honorable Brian Mulroney, a annoncé la dissolution du 33^e Parlement du Canada après avoir consulté le Gouverneur général, M^{me} Jeanne Sauvé. L'élection d'une nouvelle Chambre des communes a eu lieu le lundi 21 novembre 1988. À la dissolution, les Conservateurs détenaient 203 sièges, les Libéraux 38 et le NPD 32. Cinq sièges étaient libres et quatre étaient détenus par des indépendants.

Le nombre de circonscriptions (et sièges) qui ont fait l'objet des élections du 21 novembre, la 34^e depuis la Confédération, est passé de 282 à 295 à la suite d'une redistribution de la carte électorale. ■

Session du Parlement — 33^e législature

La deuxième session de la 33^e législature, qui s'est terminée à la fin de septembre 1988 avec la dissolution du Parlement, aura été la deuxième plus longue de l'histoire.

Au cours de cette session, quelque 299 projets de loi ont été présentés à la Chambre des communes : 161 d'entre eux émanaient du gouvernement et les autres 138 étaient des initiatives d'intérêt privé. Entre autres, les projets sur le libre-échange avec les États-Unis, l'entente du lac Meech sur la constitution, les pensions, les langues officielles, les groupes de pression, l'avortement, la privatisation d'Air Canada, les banques, la fiscalité, l'environnement, les conflits d'intérêts, les services de garde pour les enfants auront retenu particulièrement l'attention des Canadiens.

Les députés se seront donc réunis pendant 366 journées parlementaires durant cette session. La plus longue session de l'histoire a eu lieu d'avril 1980 à novembre 1983, soit 591 jours de délibérations. ■

Trimestriel N° 33 Novembre 1988